

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 Avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 14/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SERNAM Gare Raynal

37 Avenue de Lyon
31000 Toulouse

Références : 2025/019
Code AIOT : 0006802981

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement SERNAM Gare Raynal implanté 37 Avenue de Lyon 31000 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient suite à des échanges avec des responsables de la SNCF aboutissant sur le fait que l'entrepôt n'existe plus, ce dernier ayant été démoli il y a environ une dizaine d'années.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERNAM Gare Raynal
- 37 Avenue de Lyon 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802981
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt de la Gare Raynal est un entrepôt anciennement soumis à autorisation et exploité par la société SERNAM (Service national des messageries) dont le bénéfice de l'antériorité quant à l'exploitation d'un entrepôt de stockage de matières combustibles date du 20/10/1987. Ce site est désormais propriété de la SNCF.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Notification de cessation d'activité | Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a confirmé, après échanges et visite sur place, que le bâtiment dit "Raynal", situé au 37 avenue de Lyon, a été détruit il y a environ dix ans sans qu'une déclaration de cessation d'activité relative à la rubrique n°1510 ait été réalisée.

La visite a révélé des indices confirmant l'absence d'activité, tels que l'abandon des accès logistiques.

Sur ce point, l'exploitant doit régulariser sa situation administrative en enclenchant une procédure de cessation d'activité ou en fournissant à M.le Préfet les justificatifs démontrant que cette procédure a déjà été réalisée.

Par ailleurs, une demande de permis de construire pour un nouvel entrepôt a été constatée, et des justificatifs devront être fournis pour évaluer son éventuelle exclusion du périmètre ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation d'activité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, A compléter |
| Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences |

équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

Préalablement au constat, il est à préciser que des échanges ont été initiés par l'inspection au sujet de l'entrepôt, objet du présent rapport.

Ces échanges ont aboutis aux conclusions suivantes :

- le bâtiment dit "Raynal", situé au 37 avenue de Lyon et préalablement autorisé n'existe plus, celui-ci ayant été détruit il y a environ une dizaine d'années;
- la SNCF, propriétaire de la parcelle, ne trouve pas trace de déclaration de cessation d'activité relatif à la rubrique n°1510 pour le site objet du présent rapport;
- L'inspection des installations classées n'a pas d'informations indiquant qu'une déclaration de cessation d'activité a bien été effectuée.

Compte tenu de ces éléments, il a semblé nécessaire de vérifier sur place que le site n'était plus en activité en ce qui concerne le stockage et l'entreposage de matières combustibles (rubrique n°1510 de la nomenclature).

Lors de la visite, l'inspection n'a pas pu rentrer sur le site mais a relevé de nombreux indices suggérant l'absence d'activité liée au bâtiment. Les accès pour poids lourds, autrefois destinés aux camions logistiques, sont laissés à l'abandon, comme en témoigne l'absence d'entretien et la fermeture des portails. Les panneaux relatifs aux accès des camions sont également délabrés, confirmant l'absence d'activité logistique.

Ces observations, combinées aux échanges mentionnés précédemment, confirment la démolition du bâtiment dit "Raynal" ainsi que **l'absence de déclaration de cessation d'activité**, comme le prévoit l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, l'inspection a noté la présence d'un affichage relatif à une demande de permis de construire, datée du 3 juillet 2024, concernant la réalisation d'un bâtiment destiné à un usage d'entrepôt.

L'inspection des installations classées ne disposant pas d'informations précises sur le caractère ICPE ou non de ce nouveau bâtiment, il sera nécessaire de clarifier ce point en fournissant les justificatifs attestant de son exclusion éventuelle du champ d'application de la rubrique n°1510 de la nomenclature ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- fournir les éléments éventuellement transmis au préfet suite à l'arrêt de cette activité;
- fournir les éléments relatifs au démantèlement (date) et les mesures prises suite à une éventuelle pollution qui aurait pu être détectée.

En parallèle, il transmettra à l'inspection les éléments d'appréciation permettant d'exclure ou non le nouveau bâtiment objet de la demande de permis de construire n° PC031 555 23 C0693 du périmètre ICPE et notamment de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois